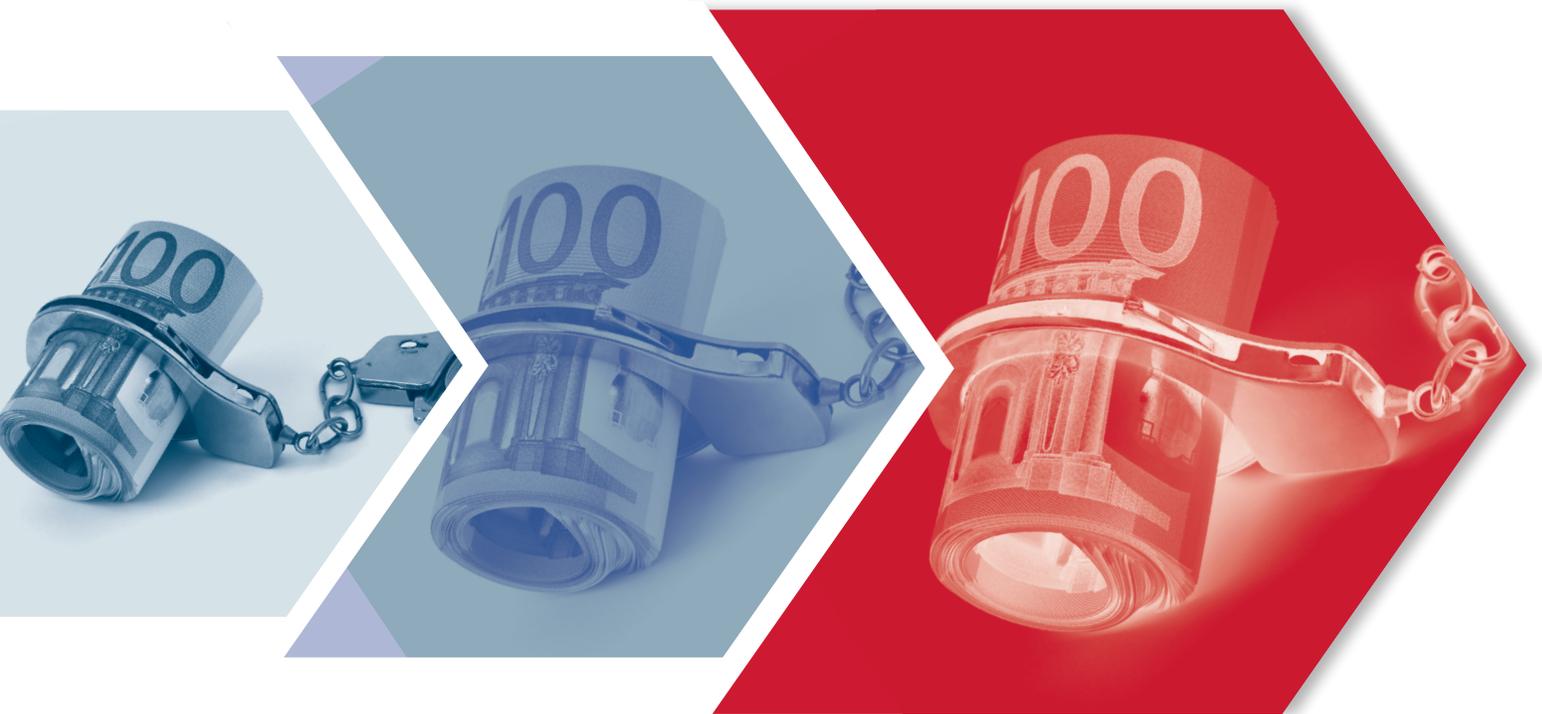


# COMMENT PRENDRE UN KLEPTOCRATE



Leçons tirées des procès  
des biens mal acquis en  
France

*Tutu Alicante*



## RÉSUMÉ

La kleptocratie transnationale est une forme de captation de l'État en réseau dans laquelle les élites politiques détournent les ressources de l'État à leur profit, blanchissent leurs gains acquis illégalement à travers le système financier international, et les dépensent dans des cadres protégés par l'état de droit. Aujourd'hui, la kleptocratie représente l'un des défis les plus complexes pour la démocratie dans le monde. Pour maintenir leurs possibilités de piller leur propre pays, ces élites neutralisent les efforts visant à les obliger à rendre des comptes, en écartant véritablement la société civile ou les médias indépendants. Cet argent sale a également des effets néfastes dans les endroits où il est blanchi et logé, détruisant les normes démocratiques, l'état de droit, et les organisations régionales et internationales.

Étant donné que les élites kleptocratiques affaiblissent délibérément les mécanismes indépendants de reddition des comptes dans les pays où le vol a lieu, les victimes de la kleptocratie ont peu de recours pour obtenir justice au niveau national. Au contraire, les contentieux stratégiques devant des tribunaux étrangers ont plus de chance d'obtenir justice. En même temps, pour être efficaces, ces processus juridiques complexes nécessitent une coalition d'acteurs transnationale.

Au cours de la dernière décennie, un cas exceptionnel de contentieux stratégique est apparu devant les tribunaux français. Dans l'affaire dite des «biens mal acquis,» les procureurs français se sont tournés vers les dirigeants du Congo-Brazzaville, du Gabon, et de la Guinée équatoriale concernant des avoirs acquis sur le sol français. Ces biens auraient été achetés avec des gains acquis malhonnêtement et auraient fait l'objet de fraude ou de blanchiment d'argent, compte tenu de l'écart considérable entre les salaires officiels des élites et le montant du patrimoine qu'elles et leurs familles détiennent en France. Le 27 octobre 2017, le vice-président équatoguinéen Teodoro Nguema Obiang est devenu le premier haut fonctionnaire étranger en activité à être jugé et condamné par les tribunaux français pour avoir détourné des fonds acquis par corruption dans des investissements sur le territoire français. Il a été condamné à trois ans de prison avec sursis.

Pour les groupes de la société civile qui entreprennent des contentieux stratégiques contre les kleptocrates dans leur pays, l'affaire contre le vice-président Obiang fournit plusieurs enseignements importants à prendre en compte:

- **La mobilisation de la société civile locale et diasporique est essentielle.** Les groupes de la société civile dans les «pays sources» (où le vol est commis) sont souvent confrontés à une répression brutale qui les empêche de dénoncer et de combattre la kleptocratie, il est donc essentiel qu'ils soient associés aux procédures de contentieux stratégiques. Ces groupes locaux, ainsi que les groupes de la diaspora, peuvent avoir accès à des informations et des ressources importantes qui échappent aux ONG internationales. En outre, en tant que victimes les plus directes de la kleptocratie, ces groupes sont dynamisés par leur rôle dans les procédures judiciaires, et la coopération avec les acteurs internationaux permet de renforcer leurs capacités à combattre la kleptocratie.

- **Envisagez l'élaboration d'une campagne médiatique transnationale.** Les médias ont un rôle essentiel à jouer dans la dénonciation de la kleptocratie transnationale, mais en raison des restrictions sévères imposées aux médias dans les pays sources, une collaboration et une coopération transnationales sont nécessaires pour mobiliser l'opinion publique à l'étranger, où le retentissement peut être plus important. Cibler les publics des «pays hôtes» où sont logés les biens mal acquis des kleptocrates permet de diriger l'attention sur la manière dont ces pays facilitent la kleptocratie, ainsi que sur l'impact de la kleptocratie transnationale sur ces sociétés. Par ailleurs, les kleptocrates comptent sur leur image internationale pour renforcer leur légitimité dans leur pays. Exposer leur vénalité dans les médias internationaux peut avoir un effet stigmatisant et réduire la capacité des kleptocrates à utiliser la presse internationale en leur faveur.
- **Le plaidoyer en faveur de réformes durables dans les pays hôtes peut avoir un impact démesuré.** Étant donné que le plaidoyer en faveur de la démocratie est souvent extrêmement difficile dans les contextes kleptocratiques des pays sources, les groupes de la société civile doivent envisager d'informer les décideurs politiques dans les pays où l'argent illicite est logé, et où ils sont susceptibles d'avoir plus d'impact. Comme l'impact de la kleptocratie n'est pas toujours immédiatement apparent dans ces contextes, les décideurs politiques ne se concentrent pas souvent sur ces questions. Exposer l'effet destructeur de la kleptocratie transnationale dans des contextes d'état de droit forts est le meilleur moyen pour la société civile d'obtenir des réformes significatives pour enrayer la kleptocratie. Les activistes doivent bien connaître les lois et réglementations ayant une influence directe sur leur cause, et anticiper la nécessité de nouvelles lois à la suite d'un contentieux stratégique ayant abouti favorablement.
- **Gérez les attentes dès le départ.** Les contentieux stratégiques sont souvent longs et nécessitent beaucoup de ressources. L'affaire des biens mal acquis contre le vice-président Obiang a mis plus de dix ans à aboutir et il est probable que d'autres procédures d'appels soient lancées. Les groupes de la société civile qui entreprennent des contentieux stratégiques doivent être préparés à cette réalité. En outre, l'issue de ces affaires pourrait ne pas représenter exactement la forme de «justice» que recherchent les victimes de la kleptocratie. Malgré le verdict de culpabilité, le vice-président Obiang ne sera incarcéré que s'il récidive sur le sol français. Il est peu probable que les biens saisis à la suite du verdict reviennent aux citoyens équato-guinéens de manière significative. Il est donc important que les personnes impliquées dans les contentieux stratégiques comprennent l'importance des «victoires symboliques» de ces processus: un kleptocrate a été publiquement exposé et condamné et sa capacité à cacher l'argent volé en dehors de son pays a été limitée.

La lutte contre la kleptocratie en réseau nécessite une action réseautée et transnationale. Pour que les coalitions transnationales se forment, se renforcent, et aient un impact, il faut que les acteurs, au-delà des clivages géographiques et thématiques spécifiques, aient le temps, l'espace, et les ressources nécessaires pour former des alliances et élaborer des stratégies d'action en réseau.

## INTRODUCTION

*La kleptocratie transnationale, une forme de corruption prédatrice et étatique qui s'étend bien au-delà des frontières des pays d'où elle provient, est étroitement liée à bon nombre des violations des droits humains, de conflits armés, et de réseaux de crime organisé les plus nuisibles au monde.*

Pour l'observateur occasionnel, peut-être il ne saute pas immédiatement aux yeux que les objets souvenirs de Michael Jackson constituent une menace pour la démocratie. Cependant, les activistes et les journalistes qui œuvrent dans le monde entier pour dénoncer et combattre la kleptocratie transnationale ne connaissent que trop bien le rôle que peuvent jouer les œuvres d'art onéreuses et même les objets de collection de la pop-culture pour appuyer ce fléau mondial.

La kleptocratie transnationale, une forme de corruption prédatrice et étatique qui s'étend bien au-delà des frontières des pays d'où elle provient, est étroitement liée à bon nombre des violations des droits humains, de conflits armés, et de réseaux de crimes organisés les plus nuisibles au monde. Les kleptocrates profitent de toute une série de circonstances, notamment l'ouverture des marchés financiers et l'exploitation des ressources naturelles, pour piller les caisses de l'État en toute impunité et envoyer l'argent à l'étranger, souvent dans des pays démocratiques, où les fonds sont protégés par des règles de droit strictes. Les fonds acquis illégalement sont ensuite convertis en biens immobiliers coûteux, en œuvres d'art de grande valeur, et en d'autres formes de richesse, dissimulant ainsi leurs sources peu recommandables.

Comme les auteurs de ces vols cherchent à blanchir leur réputation autant que leur argent, ils ont tendance à s'insinuer dans les sociétés démocratiques en faisant des dons généreux aux universités et aux organisations renommées,<sup>1</sup> en siégeant au conseil d'administration d'organisations caritatives, et en achetant des franchises sportives. Les investissements des kleptocrates dans les pays démocratiques se font au prix de marchés immobiliers gonflés qui font déplacer les citoyens ordinaires dans de nombreuses juridictions. Il est également important de noter que l'afflux de richesses provenant de la corruption est également associé à la dégradation des normes et des institutions démocratiques.

Dans les pays où le vol a lieu, les citoyens le paient chèrement. Les ressources qui pourraient être investies dans des biens et services publics tels que l'éducation, les soins de santé, et les infrastructures de base sont détournées vers les poches des hauts fonctionnaires. Dans ces environnements, les citoyens qui souhaitent changer le statu quo ont peu de recours. Les dirigeants kleptocrates répriment et suppriment très rapidement les mécanismes de reddition de compte nationaux susceptibles d'entraver leurs activités criminelles, laissant ainsi peu de latitude à la société civile, aux médias indépendants, aux tribunaux impartiaux, et aux autres institutions de contrôle essentielles.

En Afrique centrale, ce schéma de fonctionnement a eu des effets dévastateurs. Le président camerounais Paul Biya a passé un tiers de ses 35 années de mandat hors du pays, résidant souvent à l'hôtel Intercontinental cinq étoiles de Genève, en Suisse, qu'il s'offre d'une manière ou d'une autre avec son salaire mensuel officiel de moins de 200 dollars. Pendant ce temps, un quart de la population camerounaise survit avec moins de 2 dollars par jour. L'espérance de vie moyenne dans le pays est inférieure à 60 ans.<sup>2</sup> En Guinée équatoriale, les citoyens souffrent de conditions de pauvreté extrêmes, d'un manque d'accès à l'eau, aux soins de santé, et à l'éducation et de taux d'espérance de vie et de mortalité infantile inférieurs à la moyenne de l'Afrique subsaharienne,<sup>3</sup> alors que le pays affiche l'un des taux de produit intérieur brut par habitant les plus élevés du continent.<sup>4</sup>

# SAISIES D'ACTIFS DE TEODORIN NGUEMA OBIANG DANS LE MONDE ENTIER

## États-Unis

- En **2014**, le département de la Justice des États-Unis a saisi des biens d'une valeur de plus de **30 millions** de dollars, parmi lesquels des objets souvenirs de Michael Jackson, un manoir à Malibu et une Ferrari.<sup>5</sup>



## France

- En **2017**, la justice française a confisqué un manoir de **120 millions** de dollars à Paris, ainsi que des voitures de luxe d'une valeur totale de **5,6 millions** de dollars.<sup>8</sup>



## Suisse

- En **2016**, les procureurs suisses ont saisi **11** voitures de luxe d'une valeur estimée à **8 millions**<sup>6</sup> de dollars et le yacht « Ebony Shine » d'une valeur de **120 millions** de dollars.<sup>7</sup>



## Brésil

- En **2018**, la police brésilienne a saisi **16,5 millions** de dollars en espèces et en montres de luxe.<sup>9</sup>

Des avocats, des groupes de la société civile, et des activistes africains ont enquêté sur les avoirs basés en France du vice-président de la Guinée équatoriale—le fils du président, Teodoro Nguema Obiang—et ont découvert un hôtel particulier de 120 millions de dollars sur la très huppée avenue Foch à Paris, 11 voitures de luxe, dont une Maserati, une Aston Martin, une Rolls Royce, une Porsche, deux Bugatti, deux Ferrari, et deux Bentley et un yacht de luxe d'une valeur de 120 millions d'euros à son nom.<sup>10</sup> Aux États-Unis, un rapport d'une sous-commission du Sénat a documenté les actifs d'Obiang basés aux États-Unis, dont deux manoirs—l'un d'eux étant la propriété la plus chère de Malibu à l'époque, une extension de 1 400 mètres carrés près de la Pacific Coast Highway avec son propre terrain de golf, un court de tennis, et deux piscines—d'une valeur totale de plus de 40 millions de dollars. Les enquêteurs américains ont également trouvé un jet privé d'une valeur de 30 millions de dollars, plusieurs véhicules de luxe, sept statues grandeur nature de Michael Jackson, ainsi que d'autres objets souvenirs de Michael Jackson valant des millions de dollars, tels que les gants sertis de diamants de sa tournée *Bad* (1987–89) et la veste rouge que l'artiste porte dans son clip vidéo « Thriller. »<sup>11</sup>

Cette histoire se répète en grande partie dans des pays comme le Congo-Brazzaville, l'Angola, le Gabon, et le Tchad. Les dirigeants de l'Afrique centrale ont systématiquement réprimé les institutions nationales susceptibles de les obliger à rendre des comptes et la kleptocratie n'a donc dans l'ensemble pas subi de contestation. Les victimes n'ont que rarement, voire jamais, de véritable recours juridique dans leur pays.

Compte tenu des avantages considérables dont bénéficient les kleptocrates, les procès en France dits des « biens mal acquis » représentent une affaire unique en son genre, car cela signifie que les mesures prises à l'encontre des kleptocrates par des tribunaux étrangers basés



*Malgré un PIB par habitant parmi les plus élevés d'Afrique, la plupart des citoyens équato-guinéens souffrent de conditions de pauvreté extrême.*

dans un environnement où l'état de droit prévaut, peuvent aboutir à une certaine justice. Dans cette affaire, un ensemble d'activistes et de défenseurs des droits ont utilisé le contentieux stratégique, une stratégie médiatique ciblée, et les contributions de la société civile de plusieurs pays pour dénoncer la kleptocratie et récupérer les actifs détournés, tout en exposant au monde l'ampleur de la dévastation perpétrée par les kleptocrates. Au-delà du règlement du litige en lui-même, les procès ont eu deux effets: premièrement, ils ont montré que les représentants en question, « intouchables » et invincibles dans leur propre pays, peuvent tout de même être soumis à la loi. Deuxièmement, ils ont démontré que les abus des dirigeants corrompus peuvent être exposés dans le monde entier et ce, d'une manière que le grand public peut immédiatement saisir.

Le succès de cette approche repose sur la formation d'une coalition transnationale de personnalités et d'organisations clés qui ont travaillé ensemble pour demander des comptes aux kleptocrates. En prenant comme étude de cas le procès de Teodoro Nguema Obiang devant les tribunaux français, le présent document propose des enseignements à la société civile sur la façon de faire progresser la lutte contre la kleptocratie transnationale à l'aide du contentieux stratégique.

Le contentieux stratégique est le processus qui consiste à intenter des actions en justice dans le cadre d'une stratégie plus large ou à facettes multiples, qui peut inclure des campagnes médiatiques, des actions de plaidoyer auprès des législateurs, et le renforcement des capacités des activistes et des organisations locales. Il est essentiel dans la lutte contre la kleptocratie transnationale, qui opère à travers des réseaux multinationaux complexes. Les éléments constitutifs d'une approche efficace de contentieux stratégique peuvent dénoncer et perturber ces réseaux d'une manière qui ne serait pas possible si la lutte se concentrait uniquement sur un seul front. L'affaire des biens mal acquis a donné lieu à une campagne médiatique bien conçue pour informer et mobiliser le soutien de la communauté des victimes au sens large, ainsi qu'à une campagne de sensibilisation visant à convaincre les décideurs politiques d'adopter de nouvelles procédures et lois qui permettraient de restituer les richesses volées aux populations victimes. Ces réformes peuvent être aussi importantes que le contentieux lui-même. En outre, l'implication active des communautés de victimes locales et diasporiques dans le processus de litige est cruciale pour le succès d'un contentieux stratégique.

*Vue aérienne de la très huppée avenue Foch à Paris, où des voitures de sport et d'autres biens de luxe ont été saisis dans l'hôtel particulier de 120 millions de dollars du vice-président Obiang.*



## LES PROCÈS DES BIENS MAL ACQUIS: UN LEVIER STRATÉGIQUE POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

*Les contextes kleptocratiques étant généralement autoritaires et répressifs, il existe peu de moyens nationaux viables pour tenir les dirigeants responsables de leurs vols et rendre justice à leurs victimes. L'affaire des biens mal acquis en France présente des possibilités d'action aux activistes de la société civile qui cherchent à intenter des poursuites en dehors des pays d'origine des kleptocrates, dans les juridictions où ils blanchissent et dépensent leur argent.*

*En 2007, l'organisation non gouvernementale (ONG) française Comité catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) a publié Biens mal acquis, à qui profite le crime ?, un rapport détaillé sur les produits de la corruption officielle en Afrique. Le rapport de 200 pages s'appuie presque entièrement sur des données d'enquête compilées par des membres de la Fédération des Congolais de la Diaspora et d'autres activistes africains basés en France. Ces activistes ont utilisé les archives publiques françaises pour documenter plus de 200 milliards de dollars d'actifs accumulés en France par 23 dictateurs et les membres de leur famille. Parmi les familles présidentielles africaines présentes dans cette évaluation figurent celles du Congo-Brazzaville, du Gabon, et de la Guinée équatoriale.<sup>12</sup>*

*Le rapport a servi de base à une plainte pénale déposée par Sherpa, une ONG française se servant du droit pour demander réparation aux victimes de crimes économiques, ainsi que par Survie, une ONG basée en France qui se concentre sur la lutte contre la corruption et la faim en Afrique, et par la Fédération des Congolais de la Diaspora, contre les présidents du Congo-Brazzaville, du Gabon, et de la Guinée équatoriale ainsi que leurs familles et leurs proches. Selon la plainte, les biens acquis sur le sol français ont probablement été achetés avec des fonds acquis illégalement et impliquent de la fraude ou du blanchiment d'argent, compte tenu de l'écart considérable entre le montant de la richesse détenue par les kleptocrates et leurs familles en France et les salaires modestes des hauts fonctionnaires en question. La police française a affirmé avoir enquêté sur ces allégations, mais aucune charge n'a été retenue.*

*Un an plus tard, en 2008, Sherpa a demandé au tribunal que la division française de Transparency International (TI-France) se porte partie civile dans l'affaire, dans l'espoir de susciter de nouvelles enquêtes. Toutefois, avant de pouvoir décider d'ouvrir une enquête judiciaire, le tribunal français devait d'abord déterminer si TI-France avait « un intérêt juridique suffisant pour justifier sa participation à l'affaire, lui permettant ainsi de déposer une plainte. » Après de longs et créatifs rebondissements juridiques, la cour d'appel française a rendu en décembre 2010 un verdict historique, accordant à TI-France la capacité juridique requise pour intenter un procès à ces dirigeants. Près d'une décennie après la publication du rapport de CCFD, le vice-président équato-guinéen, Teodoro Nguema Obiang est devenu le premier haut fonctionnaire étranger en activité à être jugé et condamné par les tribunaux français pour avoir détourné des fonds acquis par corruption dans des investissements sur le territoire français.<sup>13</sup>*

## MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE LOCALE ET DIASPORIQUE

Il est important d'impliquer les groupes de la société civile locaux et diasporiques dans le vaste travail de recherche nécessaire pour identifier les actifs obtenus illégalement. En tant que victimes de la kleptocratie, ils sont, de façon inhérente, motivés à participer à la collecte de preuves. Ils ont aussi souvent une compréhension poussée des réalités sur le terrain dans leur pays. Pour les membres de la diaspora dont la famille vit encore dans un État kleptocratique, le recouvrement et le rapatriement des avoirs est un élément crucial du rétablissement de la justice dans leur pays, et jouer un rôle dans ce processus peut être extrêmement valorisant.

L'inclusion d'acteurs locaux donne aux organisations non gouvernementales (ONG) internationales l'occasion de renforcer les capacités des organisations partenaires et des activistes des pays touchés et leur permet de s'approprier le processus. En outre, la présence de voix locales et diasporiques au premier plan des campagnes visant à mobiliser le public dans la lutte contre la kleptocratie permet de s'assurer que les dirigeants kleptocrates ne puissent pas rejeter les appels à la réforme en les taxant de manœuvres étrangères ou inauthentiques, et garantit que les langues locales seront utilisées efficacement.

Lors de la phase de collecte des preuves dans l'affaire du vice-président Obiang, des activistes africains basés à Paris ont découvert une multitude de biens en France, dont l'hôtel particulier, les voitures de luxe, et le yacht mentionnés précédemment. Au début du litige, les avocats de Sherpa ont travaillé en étroite collaboration avec des activistes africains de la diaspora—principalement par le biais de deux organisations basées en France et œuvrant à la réduction de la corruption et de la pauvreté en Afrique, Survie, et la Fédération des Congolais de la Diaspora—qui ont déposé la plainte pénale initiale auprès des procureurs en mars 2007.<sup>14</sup> La plainte a ensuite été rejetée en raison de « preuves insuffisantes. » Pendant ce temps, un activiste local travaillant sur l'affaire, le Gabonais Grégory Ngbwa Mintsa, a été victime d'un harcèlement croissant et de menaces de mort, et le journaliste Bruno J. Ossebi, a été assassiné au Congo-Brazzaville en 2009. Ces graves revers ont contraint les avocats de Sherpa à changer radicalement de cap en engageant Transparency International France (TI-France) comme plaignant et en se concentrant sur les activistes, les journalistes, et les témoins potentiels de la diaspora, qui seraient vraisemblablement exposés à moins de risques que ceux qui travaillent dans le pays-même.<sup>15</sup>

Plusieurs leçons importantes concernant le travail avec les acteurs locaux peuvent être tirées des procès des biens mal acquis en France. S'opposer aux kleptocrates est un travail intrinsèquement dangereux pour les groupes de la société civile opérant dans des contextes autoritaires. Les ONG basées en dehors du pays en question doivent évaluer les risques à la sécurité physique et à la sécurité de l'information associés à l'inclusion d'acteurs locaux—alors que ce n'est pas le cas pour la communauté de la diaspora—et elles doivent donc planifier en conséquence. Au minimum, les acteurs locaux doivent être formés aux protocoles de sécurité des communications personnelles et numériques afin de garantir que les informations qu'ils découvrent sont conservées en

# ÉVÉNEMENTS CLÉS MENANT AUX PROCÈS DES BIENS MAL ACQUIS<sup>16</sup>

## 2007

Publication du rapport de l'ONG française Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) faisant une évaluation de la valeur des avoirs accumulés dans les pays occidentaux par 23 dictateurs, anciens dictateurs et leurs familles.

**Mars:** Sherpa, Survie, et la Fédération des Congolais de la Diaspora déposent une plainte pénale contre les présidents du Congo-Brazzaville, du Gabon, et de la Guinée équatoriale, ainsi que les membres de leurs familles et leurs proches. Les plaignants affirment, sur la base des travaux de recherche du CCFD, que ces personnes détenaient un patrimoine immobilier considérable sur le sol français qui n'aurait pas pu être raisonnablement acquis par leurs seuls salaires.

**Juin:** Une enquête de police préliminaire est lancée. L'enquête corrobore la plupart des allégations de Sherpa et révèle l'existence d'un certain nombre d'autres biens détenus par les dictateurs.

**12 novembre:** Abandon des charges par le Procureur de la République en raison de preuves insuffisantes.

## 2008

**9 juillet:** Transparency International France (TI-France) dépose une plainte auprès du Procureur de la République de Paris. La plainte est à nouveau rejetée.

**2 décembre:** TI-France, représenté par l'avocat parisien William Bourdon, président de Sherpa, dépose une plainte pénale avec constitution de partie civile, dans l'espoir d'obtenir une enquête judiciaire.

## 2009

**5 mai:** Le président des juges d'instruction du tribunal de Paris accepte la demande de TI-France de se constituer partie civile.

**29 octobre:** La chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris infirme la décision du président des juges d'instruction et juge que TI-France ne peut se constituer partie civile.

## 2010

**9 novembre:** TI-France se pourvoit en cassation et la Chambre criminelle de la Cour de cassation casse la décision des juges d'appel en acceptant la plainte déposée par TI-France le 2 décembre 2008. C'est la première fois qu'un groupe de lutte contre la corruption se voit accorder le statut de partie lésée devant les tribunaux, ce qui lui permet d'engager des poursuites pénales pour des délits de corruption.

## 2011

**28 septembre et 3 octobre:** La police française saisit 18 véhicules appartenant à Teodorin Obiang.

**13 octobre :** Le gouvernement équatoguinéen nomme Teodorin au poste de délégué permanent adjoint de la Guinée équatoriale auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)—une décision stratégique étant donné qu'elle lui confère l'immunité contre les poursuites pénales. Sherpa, TI-France, et EG Justice ont envoyé une série de lettres de protestation à l'UNESCO, ainsi qu'au gouvernement français, déplorant cette tactique dilatoire et leur demandant de s'opposer à la nomination par tous les moyens disponibles. Finalement, Teodorin Obiang n'occupera pas de poste à l'UNESCO, mais sera nommé second vice-président de la Guinée équatoriale le 21 mai 2012.

2012

**Du 14 au 23 février 2012:** Des agents de l'Office central pour la répression de la grande délinquance financière effectuent une fouille approfondie au domicile de Teodorin Obiang, prouvant qu'il est le propriétaire effectif du bien. Les appels visant à s'opposer aux saisies n'aboutissent pas.

**13 juillet:** Un mandat d'arrêt est émis à l'encontre du Vice-président Teodorin Obiang suite à son refus de répondre à une convocation émise par les juges d'instruction à des fins d'interrogatoire. Ses avocats l'ont contesté sans succès.

2014

**18 mars :** Les juges d'instruction établissent un acte d'accusation contre Teodorin, auquel s'opposent ses avocats, qui affirment qu'il bénéficie d'une immunité pénale.

2015

**16 avril :** La chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris rejette la requête en nullité déposée par les avocats du vice-président Teodorin Obiang, jugeant à cette occasion que sa nomination au poste de vice-président était « une nomination de circonstance. » Les avocats de Teodorin Obiang déposent un recours devant la Cour de cassation.

**15 décembre :** La Cour de cassation rejette la demande d'immunité, déclarant que le vice-président Teodorin Obiang ne pouvait pas revendiquer le bénéfice d'une quelconque immunité personnelle car ses fonctions « n'étaient pas celles de chef d'État, de chef de gouvernement ou de ministre des affaires étrangères; » il ne pouvait pas non plus bénéficier de l'immunité fonctionnelle (à laquelle tous les représentants de l'État ont droit) car « tous les faits qui lui sont reprochés (...) ont été commis à des fins personnelles » et n'ont aucun rapport avec ses fonctions officielles.

2016

**13 juin :** La Guinée équatoriale intente une action en justice contre la France auprès de la Cour internationale de justice (CIJ) dans l'espoir d'obtenir la reconnaissance juridique de la prétendue immunité pénale de Teodorin, ainsi que du statut de bâtiment diplomatique de son ancienne résidence.

**5 septembre :** Les juges d'instruction ordonnent le renvoi du vice-président Obiang devant le tribunal correctionnel de Paris pour répondre des accusations de blanchiment d'abus de biens sociaux, de détournement de fonds publics, d'abus de confiance, et de corruption commis sur le sol français entre 1997 et 2011. Selon les magistrats français, le vice-président Obiang se serait illégalement enrichi en exigeant des paiements indus de la part de sociétés privées souhaitant faire des affaires en Guinée équatoriale, en détournant des fonds publics du Trésor public de Guinée équatoriale vers ses comptes personnels et en dépensant à des fins personnelles des fonds provenant de plusieurs sociétés équato-guinéennes; il aurait ensuite détourné le produit de ces diverses infractions vers la France (par le biais de transactions immobilières et mobilières).

**29 septembre :** Compte tenu de l'ouverture imminente du procès du vice-président Obiang, le gouvernement de la Guinée équatoriale demande à la CIJ de rendre une décision provisoire enjoignant à la France de suspendre toutes les procédures pénales en cours contre le vice-président de la République de Guinée équatoriale et de garantir l'inviolabilité des « locaux relevant de la mission diplomatique » situés dans son ancienne résidence.

**7 décembre :** La CIJ se prononce sur les demandes de mesures conservatoires déposées par la Guinée équatoriale. Concernant le litige relatif à son ancienne résidence, la Cour ordonne à la France de veiller à ce que les locaux présentés comme abritant la mission diplomatique de la Guinée équatoriale jouissent d'un traitement équivalent à celui requis par la convention de Vienne. Elle ordonne en outre à la France de suspendre l'exécution de toute mesure de confiscation avant le règlement définitif de l'affaire par la CIJ—une mesure qui ne priverait pas les juges français de la possibilité de prononcer une décision de confiscation. S'agissant de la demande de la Guinée équatoriale concernant l'immunité du vice-président Obiang, la Cour se déclare incompétente pour en juger. Il n'y a donc plus d'obstacles pour empêcher le vice-président Obiang d'être traduit devant la Cour pénale de Paris.

2017

**June 19 :** Ouverture du procès à Paris.

toute sécurité et transmises hors du pays. Des mesures doivent être mises en place pour assurer la sécurité et la réinstallation éventuelle des dénonciateurs et d'autres sources importantes de preuves. Platform to Protect Whistleblowers in Africa, une ONG basée en Afrique du Sud qui offre une assistance juridique aux lanceurs d'alerte, est un bon exemple, bien que des ressources supplémentaires soient nécessaires. Enfin, la collecte et l'assimilation d'informations sur des transactions financières complexes nécessitent une formation spécialisée en gestion des données, en procédures comptables et autres compétences financières. Les groupes de la société civile internationaux doivent soutenir les partenaires locaux en leur fournissant des conseils d'experts et des instructions pertinentes.

## ÉLABORATION D'UNE CAMPAGNE MÉDIATIQUE TRANSNATIONALE

Les médias ont un rôle essentiel à jouer dans la dénonciation de la kleptocratie transnationale, mais en raison des restrictions strictes de l'espace d'information dans les contextes autoritaires, une collaboration et une coopération transnationales sont nécessaires pour mobiliser l'opinion publique à l'étranger, où les restrictions médiatiques des kleptocrates ne s'appliquent généralement pas. Le fait de cibler des publics dans les pays hôtes où sont cachés des biens mal acquis permet également d'attirer l'attention sur la manière dont ces pays facilitent la kleptocratie et d'encourager les responsables publics à s'attaquer au problème par des réformes.

La Guinée équatoriale en est un bon exemple. La famille présidentielle a maintenu sa domination en grande partie grâce à son contrôle absolu des ondes nationales et à la quasi-inexistence de la presse écrite. Les dirigeants empêchent l'émergence de voix indépendantes et utilisent l'appareil de communication de l'État pour amplifier les récits favorables au régime. Le vice-président Obiang possède les seules chaînes de télévision et stations de radio privées autorisées à fonctionner dans le pays, tandis que le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo et ses associés possèdent les sociétés de télécommunications chargées de fournir des services téléphoniques et Internet. Par conséquent, le gouvernement est en mesure de contrôler soigneusement les messages qui parviennent aux masses via la télévision, la radio, et Internet. Lorsqu'il le juge opportun, notamment en période électorale ou à la suite d'attaques violentes du gouvernement contre les partis d'opposition, le régime a complètement coupé Internet, désactivé les plateformes de réseaux sociaux—Facebook, Twitter, WhatsApp et autres—utilisées par les jeunes et les défenseurs de la société civile pour communiquer.<sup>17</sup> Plus régulièrement, il bloque les blogs et les sites web des sources d'information, des partis politiques, et des ONG qu'il considère comme critiques à l'égard des actions du régime.<sup>18</sup> Il a même suspendu temporairement des chaînes de télévision pour avoir diffusé des bulletins d'informations défavorables.<sup>19</sup>

Les dirigeants kleptocrates sont également soucieux de protéger leur image au niveau international. Les activistes africains de la lutte contre la corruption ont confirmé que le président Obiang et son homologue du Congo-Brazzaville ont investi des millions de dollars pour acquérir des parts dans des entreprises médiatiques régionales existantes, telles qu'*Afrique 24* et *Jeune Afrique*, et pour créer de nouvelles entreprises médiatiques, comme *Afrique Media*.<sup>20</sup> De la même manière, ces gouvernements, comme



*Les voitures de sport de luxe du vice-président Obiang sont saisies et remorquées.*

l'attestent les documents déposés par le ministère américain de la Justice dans le cadre de la loi pour l'enregistrement des agents étrangers, ont dépensé des dizaines de millions de dollars au fil des ans dans des lobbys et des cabinets d'avocats basés aux États-Unis qui les aident à blanchir leur réputation et à organiser des réunions prestigieuses avec des législateurs et des membres de l'exécutif américains.<sup>21</sup>

Il est essentiel que les journalistes d'investigation et les groupes de la société civile réagissent en développant une stratégie médiatique solide pour sensibiliser l'opinion publique nationale et internationale à la kleptocratie et expliquer ses causes, ses conséquences, et les solutions potentielles à différents publics.

Dans l'affaire des biens mal acquis contre le vice-président Obiang, l'équipe juridique et les parties intéressées n'ont pas réussi à élaborer une stratégie médiatique bien conçue dès le départ, en raison notamment de ressources financières et humaines extrêmement limitées. Cependant, après la saisie de 15 voitures de luxe, d'œuvres d'art rares, de meubles anciens, et d'autres biens dans l'hôtel particulier de l'avenue Foch en 2011 et 2012, Sherpa et TI—y compris son siège à Berlin—ont commencé à consacrer du temps et des ressources financières pour mettre en lumière le problème de la grande corruption en Guinée équatoriale dans le cadre d'une campagne médiatique plus large intitulée « Démasquer les corrompus. » L'opération a inclus plusieurs figures majeures dans les récits, y compris le vice-président Obiang, et a sondé les lecteurs pour savoir vers quel kleptocrate TI devrait diriger son attention. La Guinée équatoriale n'ayant pas été retenue, TI-France a repris la campagne, créant des vidéos et d'autres contenus multimédias pour expliquer la kleptocratie en Guinée équatoriale au public français.

Des groupes de la société civile basés aux États-Unis ont également organisé des campagnes médiatiques sur le sujet. En 2011, le ministère américain de la Justice a déposé des plaintes pour confiscation civile contre le vice-président Obiang impliquant corruption et blanchiment d'argent. L'affaire de confiscation portait sur 70 millions de dollars de biens de luxe, dont un jet Gulfstream, un manoir à Malibu, et près de 2 millions de dollars d'objets souvenirs de Michael Jackson,<sup>22</sup> tels que le célèbre gant de la tournée *Bad* du chanteur.<sup>23</sup> En 2014, l'affaire a été réglée lorsque le vice-président Obiang a accepté de renoncer à 30 millions de dollars de biens et d'actifs.<sup>24</sup> Dans ce contexte, des organisations telles que EG Justice, Open Society Justice Initiative, et Human Rights Watch ont pu informer les médias et le public américains en plaçant

des articles d'opinion dans les principaux journaux et en publiant des ressources sur leurs sites web.

Une autre campagne a été organisée en réponse aux efforts déployés par les Obiang pour redorer leur image auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). En 2008, l'UNESCO a créé le Prix international UNESCO-Obiang Nguema Mbasogo pour la recherche en sciences de la vie grâce à une dotation de 3 millions de dollars offerte par le président Obiang. En 2012, alors même qu'un mandat d'arrêt international était en cours contre son fils, le président a tenté de nommer le jeune Obiang au poste d'ambassadeur de Guinée équatoriale auprès de l'UNESCO, un poste qui lui aurait sans doute conféré l'immunité diplomatique.<sup>25</sup> Entre 2009 et 2013, EG Justice, Open Society Justice Initiative, et Human Rights Watch ont mené une campagne mondiale coordonnée qui demandait à l'UNESCO et à la communauté internationale de supprimer le prix en raison de la kleptocratie et de la répression démesurées en Guinée équatoriale. Le prix a survécu, mais il a finalement été rebaptisé « Prix international UNESCO-Guinée équatoriale pour la recherche en sciences de la vie » et le nom d'Obiang a été supprimé.

---

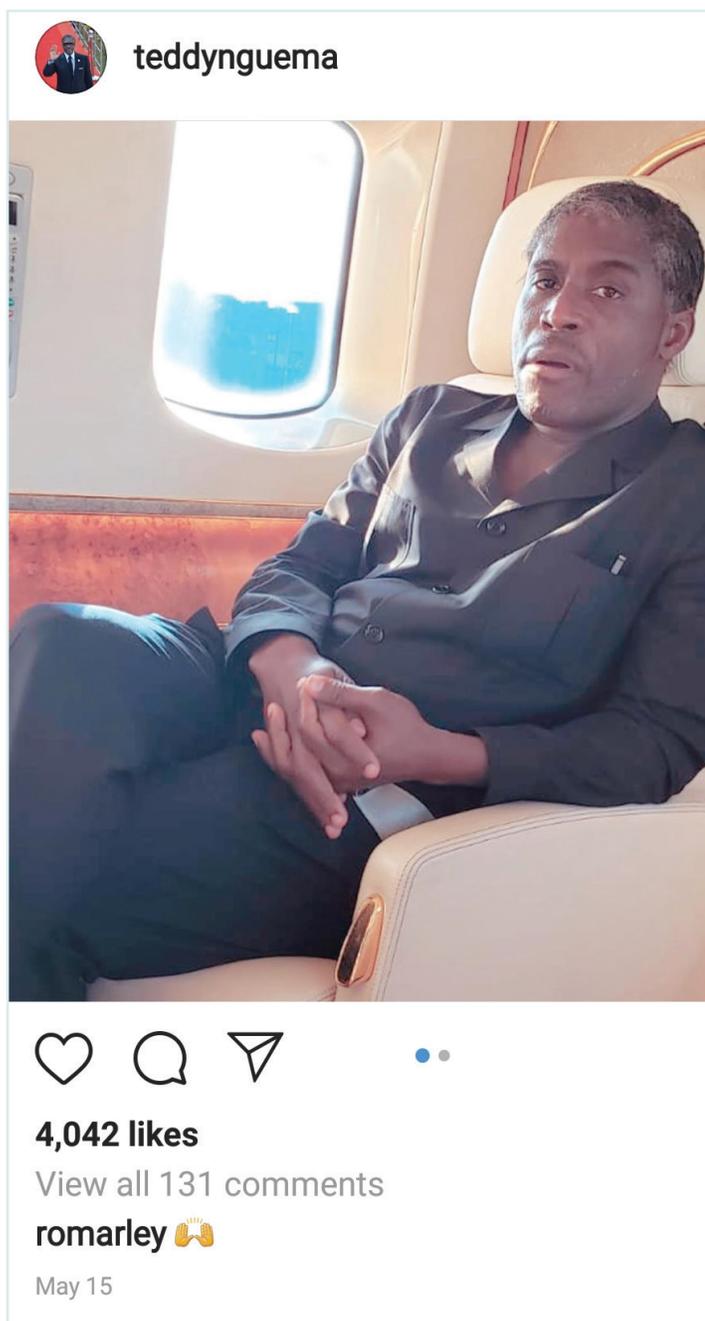
*Pour maximiser la portée de leurs messages, les acteurs de la société civile doivent élaborer des supports conçus pour et accessibles à des publics spécifiques dans le pays source, le pays hôte, et la communauté internationale.*

---

Pour diffuser des informations sur les différentes affaires contre le vice-président Obiang, EG Justice a été au-delà des campagnes de dépôt de lettres, des articles d'opinion, des interviews dans les médias, et des déclarations de presse. L'organisation a commencé à utiliser les réseaux sociaux, en particulier Facebook, le média le plus populaire parmi les Equatoguinéens de la diaspora. L'organisation a collaboré avec le dessinateur équatoguinéen Ramon Esono Ebale—par le biais de son blog Locos TV et dans une vidéo créative—pour mettre en lumière les affaires et le problème de la corruption en Guinée équatoriale.<sup>26</sup>

Les groupes de la société civile qui ont l'intention d'utiliser la pratique du contentieux stratégique contre les kleptocrates doivent tirer les leçons de l'expérience de l'affaire des biens mal acquis et planifier à long terme, en consacrant suffisamment de ressources à des campagnes médiatiques sur plusieurs années. Dans le cas examiné ici, près de dix ans se sont écoulés entre le moment où les tribunaux français ont jugé pour la première fois que TI-France avait qualité pour poursuivre le vice-président Obiang et sa condamnation en 2017, et l'affaire devrait rester bloquée en appel pendant plusieurs années encore. La procédure judiciaire peut être atrocement lente dans les contextes démocratiques où ce type de contentieux stratégique est possible, et les activistes qui espèrent maintenir ces affaires sous les feux de l'attention doivent en tenir compte dès le départ lorsqu'ils élaborent une stratégie médiatique.

Pour maximiser la portée de leurs messages, les acteurs de la société civile doivent élaborer des supports conçus pour et accessibles à des publics spécifiques dans le pays source, le pays hôte, et la communauté internationale. La plupart des campagnes destinées à attirer l'attention sur les accusations portées contre le vice-président Obiang ont été réalisées en français ou en anglais, alors que la plupart des Equatoguinéens parlent l'espagnol ou les langues locales. Les campagnes doivent également être produites dans des formats variés, notamment des documents écrits traditionnels longs ou plus courts, des vidéos, des illustrations, et d'autres supports multimédias, afin de toucher un large public.



*Le vice-président Obiang exhibe souvent sa richesse sur son fil Instagram public.*

La Guinée équatoriale est peut-être un exemple extrême, mais les pays kleptocratiques sont, par définition, pauvres et répressifs, et il est difficile d'obtenir des informations dans ces contextes. Les activistes qui tentent de cibler des publics locaux doivent adopter des méthodes innovantes pour atteindre leur objectif. Dans les pays où la faiblesse des infrastructures ou les restrictions délibérées rendent l'utilisation ordinaire d'Internet difficile ou risquée, des applications de communication mobile sécurisées telles que WhatsApp et Signal peuvent être utilisées pour atteindre les publics locaux. C'est aux activistes qui mènent ces campagnes de déterminer quelle méthode de communication est la plus sûre et la plus utilisée dans les pays où ils travaillent.

Enfin, lors de la conception de campagnes médiatiques, les activistes doivent anticiper les réponses potentielles des dirigeants kleptocrates et préparer des contre-arguments convaincants. Dans le contexte de l'Afrique, par exemple, les tentatives des forces extérieures d'encourager la transparence et la responsabilité se heurtent souvent à des accusations de racisme et de néocolonialisme de la part des régimes kleptocratiques. Les campagnes de lutte contre la corruption sont, selon eux, une construction occidentale conçue pour maintenir les dirigeants africains à terre. En réponse au litige en France, le gouvernement de la Guinée équatoriale a organisé des manifestations de masse devant l'ambassade de France à Malabo. Les fonctionnaires qui ont été contraints de participer aux manifestations portaient des pancartes qualifiant la France de « néocolonialiste » et affirmant qu'elle avait l'intention de maintenir les Noirs africains en esclavage. Par ailleurs, en 2012, le gouvernement de Guinée équatoriale a intenté un procès en diffamation à Paris contre un certain nombre d'ONG, dont EG Justice, qui s'étaient engagées à mettre en lumière la corruption et les violations des droits humains qui ont lieu dans le pays. Cette affaire a finalement été rejetée, mais elle a conduit les ONG concernées à dépenser de précieuses ressources pour leur défense juridique. Une stratégie médiatique solide doit préparer une réponse à ces tactiques pour persuader les publics locaux, qui n'ont souvent pas accès à beaucoup d'informations extérieures, de l'importance de combattre la kleptocratie par des réformes et des procès.



*Le vice-président Obiang a été jugé et condamné au Palais de Justice*

## PLAIDER POUR DES RÉFORMES DURABLES

Les kleptocrates exercent leurs activités en transférant des fonds d'un environnement relativement anarchique vers des pays où les gains mal acquis peuvent être stockés en toute sécurité et transformés en ressources utilisables. Pour cette raison, les contentieux stratégiques se dérouleront souvent en dehors du pays où le vol a eu lieu, dans des juridictions où les citoyens sont moins directement touchés par la kleptocratie et où la mise en œuvre de réformes cruciales pour enrayer la kleptocratie n'est pas une priorité absolue pour les législateurs. Cependant, de telles réformes sont encore moins susceptibles de se produire dans des contextes kleptocratiques. Les campagnes de plaidoyer ciblant les législateurs du pays où l'affaire est jugée peuvent s'avérer le meilleur pari pour une réforme significative.

En raison de ressources limitées et du manque de priorité accordée au plaidoyer, la collaboration avec les législateurs français dans le cadre de l'affaire des biens mal acquis contre le vice-président Obiang n'a été sérieusement envisagée et entreprise qu'après le procès et la condamnation. Depuis lors, TI-France, en collaboration avec le secrétariat de TI à Berlin, a organisé des ateliers et des réunions de plaidoyer avec les parlementaires français afin d'explorer les possibilités d'adopter des lois et des procédures de confiscation d'actifs permettant la restitution des biens volés aux populations victimes. EG Justice a collaboré avec TI-France sur deux campagnes de crowdfunding; une partie des recettes est destinée à aider TI-France à encourager les législateurs français à développer cette législation.<sup>27</sup>

Alors que le vice-président Obiang a été condamné fin 2017, tout porte à croire qu'il ne se laissera pas faire sans se battre et qu'une longue période d'appels attend TI-France.<sup>28</sup> Dans cette optique, certaines occasions ont été manquées pour réaliser un plaidoyer sérieux qui aurait pu impliquer les organismes régionaux dans la lutte. Le 22 janvier 2018, lors de sa Conférence des chefs d'État et de Gouvernement, l'Union africaine (UA) a déclaré 2018 Année de lutte contre la corruption en Afrique. Dans un commu-

niqué de presse publié à l'occasion du lancement, les dirigeants de l'UA ont reconnu l'effet destructeur de la corruption sur la promotion de la gouvernance démocratique, la transformation socio-économique, la paix et la sécurité, et la jouissance des droits humains dans les États membres de l'UA. Pourtant, très peu de résultats concrets ou vérifiables peuvent être identifiés comme étant attribuables aux efforts de l'UA. La société civile africaine a été reléguée au second plan dans l'ensemble du processus, sans espace significatif pour faire des suggestions et susciter le changement.

En 2019, l'UA a changé de focus—même si la corruption reste un problème grave sur tout le continent—mais rien ne devrait empêcher une large coalition d'organisations de la société civile africaine et internationale de continuer à pousser les dirigeants de l'UA à prendre au sérieux la lutte contre la kleptocratie et à plaider pour des réformes, notamment pour établir des recours juridiques efficaces.

En même temps, le plaidoyer pour le développement de réformes dans les pays où le contentieux stratégique a lieu doit être adapté pour persuader les publics locaux. Il est utile et important de faire appel à la conscience morale des législateurs et d'expliquer l'effet dévastateur de la kleptocratie sur le bien-être politique, social, et économique du pays d'origine, néanmoins les activistes doivent également démontrer ses méfaits réels et potentiels—la dégradation de l'État de droit et l'inflation des prix de l'immobilier, par exemple—dans le pays hôte. Étant donné que les pays hôtes sont généralement des démocraties où les élus ont une responsabilité envers les électeurs, une campagne de plaidoyer forte, associée à une campagne médiatique forte pour sensibiliser le public à l'impact négatif de l'argent sale, justifie pleinement le temps, l'énergie, et les ressources nécessaires. La mobilisation du public ajoutera à la pression sur les législateurs.

Les activistes doivent également bien connaître les lois et réglementations ayant une influence directe sur leur cause, et anticiper l'éventuelle nécessité de nouvelles lois à la suite d'un contentieux stratégique ayant abouti favorablement. Dans le procès des biens mal acquis contre le vice-président Obiang, d'importants biens ont été saisis conformément à la loi française sur le crime organisé et la corruption.<sup>29</sup> Une fois une personne condamnée, tout bien utilisé pour commettre l'infraction, ou tout bien qui constitue l'objet ou le produit du crime, directement ou indirectement, peut être confisqué par le tribunal. Mais de nombreux pays peinent à déterminer ce qu'il convient de faire des avoirs saisis, car ils hésitent à les restituer aux États où les fonds ont été initialement volés, de peur qu'ils ne disparaissent à nouveau. Bien que la France soit signataire de la Convention des Nations unies contre la corruption, qui comprend des dispositions relatives au recouvrement et au rapatriement des avoirs, la législation française actuelle stipule que les avoirs confisqués à la suite de condamnations pénales sont absorbés par le Trésor public français.<sup>30</sup> Les activistes de la société civile doivent être prêts à faire pression, si nécessaire, pour obtenir une législation susceptible de garantir une issue équitable à leur cas, comme l'a fait TI-France dans cet exemple, en demandant à obtenir une loi française qui permettrait de restituer les richesses volées et d'en faire bénéficier les populations victimes.

## CONCLUSION : LUTTER CONTRE LA KLEPTOCRATIE TRANSNATIONALE, CONSTRUIRE DES RÉSEAUX TRANSNATIONAUX

*Les groupes de la société civile qui souhaitent lutter contre la kleptocratie...doivent envisager de créer des réseaux créatifs et flexibles avec des organisations représentant différentes régions et disciplines.*

La kleptocratie transnationale est l'un des problèmes les plus enracinés dans le monde. Ses réseaux sont constitués d'élites gouvernementales qui pillent les ressources de leur pays en toute impunité, ainsi que des avocats, des banquiers, et des comptables qui facilitent les vols, et dans de nombreux cas, des acteurs du commerce international qui versent des pots-de-vin pour obtenir des accords de complaisance pour des marchandises ou autres richesses du pays. Ces personnes possèdent souvent un pouvoir et une influence inouïs. Les groupes de la société civile qui souhaitent lutter contre la kleptocratie, au moyen de contentieux stratégiques ou selon une autre approche, doivent envisager de créer des réseaux créatifs et flexibles avec des organisations représentant différentes régions et disciplines. Les ONG qui travaillent localement avec des communautés touchées par la pauvreté ou d'autres maux chroniques sont susceptibles de disposer de messages et de moyens prêts à l'emploi pour sensibiliser au rôle de la corruption transnationale dans l'apparition de ces problèmes et à la manière dont elle affecte les membres d'une circonscription particulière. Les ONG nationales de défense des droits humains et de lutte contre la corruption sont susceptibles d'avoir des contacts utiles avec des chercheurs et des journalistes d'investigation locaux, et peuvent avoir déjà développé les méthodologies de recherche et l'analyse juridique nécessaires pour contextualiser et comprendre les faits à l'origine des détournements de fonds, extorsions, pots-de-vin, fraudes, blanchiment d'argent, et autres délits qui devront être prouvés devant les juridictions étrangères.

Les multiples facettes du succès de l'affaire des biens mal acquis soulignent la nécessité d'une collaboration accrue entre toute une série de personnes et d'organisations. Des activistes africains basés à Paris ont collaboré avec les ONG françaises Survie et CCFD-Terre Solidaire, deux organisations de développement, pour produire le rapport utilisé par Sherpa—le groupe juridique—pour solliciter des enquêtes supplémentaires au bureau du procureur. TI-France et le secrétariat de TI à Berlin ont apporté une crédibilité et une valeur juridique importantes qui ont contribué à faire avancer le dossier. Comme mentionné précédemment, la mort du journaliste congolais Bruno Ossebi et le harcèlement incessant et les menaces de mort à l'encontre du journaliste et militant gabonais Grégory Ngbwa Mintsas ont dissuadé les avocats et TI-France d'entrer en contact avec des activistes ou des ONG basés en Guinée équatoriale. Néanmoins, dès que la date du procès a été annoncée, EG Justice a travaillé avec TI-France pour impliquer des avocats et des experts équatoguinéens, compiler des déclarations sous serment supplémentaires, et faire appel aux témoins qui ont témoigné contre le vice-président Obiang (qui, pour sa part, ne s'est pas présenté au tribunal). Open Society Justice Initiative et Global Anticorruption Blog ont joué le rôle indispensable de tenir le monde informé au sujet de cette affaire. En bref, la collaboration entre les acteurs et les organisations de la société civile nationaux et internationaux est cruciale pour garantir une campagne substantielle contre des kleptocrates mieux financés et sans scrupules.

Lorsqu'un réseau de ce type est mis en place, la société civile doit se fixer des attentes réalistes. Ces affaires peuvent prendre de nombreuses années avant d'atteindre la

salle d'audience et des ressources considérables sont nécessaires pour couvrir les frais juridiques et pour concevoir et mettre en œuvre des campagnes médiatiques et de sensibilisations durables. Un financement est nécessaire pour engager des journalistes d'investigation locaux qui peuvent découvrir des preuves majeures, solliciter les services d'avocats compétents et engagés dans le pays où les avoirs ont été volés et dans les juridictions où les affaires sont poursuivies et pour engager les services de témoins experts pour la déposition ou le procès.

Il a fallu dix ans pour que l'affaire des biens mal acquis contre le vice-président Obiang soit jugée, après un certain nombre de rejets, de nouveaux dépôts par les plaignants, de contretemps procéduraux, et de retards juridiques orchestrés par le défendeur. Les avocats de la défense ont fait appel au nom de leur client depuis sa condamnation et l'affaire devrait se poursuivre pendant plusieurs années encore, jusqu'aux cours d'appel et peut-être même jusqu'à la Cour de cassation à Paris. Un avocat principal et au moins trois autres avocats ont travaillé sur l'affaire à différents moments au cours des dix dernières années, avec un budget limité, malgré des attaques diffamatoires et de graves menaces pour leur sécurité.

Lorsqu'ils sont bien conçus, les contentieux stratégiques peuvent permettre de remporter des victoires importantes pour la lutte contre les responsables gouvernementaux qui volent les caisses nationales et dépensent les recettes à l'étranger. L'affaire des biens mal acquis démontre que la collaboration entre les organisations de la société civile locales et internationales dans tous les aspects—médias et sensibilisation, enquête, plaidoyer et contentieux lui-même—est essentielle pour remporter la lutte contre la kleptocratie.

## MISE À JOUR DE L'ÉDITEUR

L'International Forum for Democratic Studies est heureux de rééditer cet article de Tutu Alicante dans le but d'encourager le dialogue et de partager les résultats de la recherche avec les défenseurs des droits civiques et les communautés plus larges du monde entier. Grâce à sa traduction dans d'autres langues—en portugais, en français, et en espagnol—nous espérons atteindre un public plus large d'activistes de la société civile dans l'espoir qu'il fournira une feuille de route sur la façon de recourir aux contentieux stratégiques associés à la société civile organisée en réseau et aux médias indépendants pour combattre la kleptocratie transnationale.

Depuis la publication de cet article en juin 2019, les démocraties connaissent un élan croissant dans la lutte contre la kleptocratie transnationale. La communauté internationale a pris conscience de la menace fondamentale que représente la kleptocratie transnationale pour la démocratie, les droits humains, et la sécurité nationale, et elle a élaboré de nombreuses réponses politiques pour relever ce défi. Les récentes propositions politiques des États-Unis témoignent de cette prise de conscience et de ces actions entreprises.

Par ailleurs, il y a eu des nouveautés dans le procès contre le vice-président équato-guinéen Teodoro Nguema Obiang. Le 28 juillet 2021, la Cour de cassation, plus haute cour d'appel de France, a confirmé le verdict de culpabilité contre Obiang, marquant ainsi la

fin de la longue bataille judiciaire décrite par Tutu Alicante dans son analyse. Les organisations de la société civile engagées dans ce combat ont également remporté une autre victoire lorsque l'Assemblée nationale française a adopté en mars 2021 une loi sur le rapatriement des avoirs qui garantirait que les avoirs saisis dans des affaires de corruption internationale, comme les procès des biens mal acquis, retourneraient dans le pays d'où ils ont été volés. Sur la base des preuves présentées devant les tribunaux français, le Royaume-Uni a également sanctionné le vice-président Obiang en gelant ses avoirs et en lui interdisant de voyager. Ceci montre qu'une poursuite dans une juridiction peut entraîner une action en justice dans d'autres juridictions.

Ces réponses politiques sont sans conteste vitales pour la lutte contre la kleptocratie transnationale, il n'en demeure pas moins qu'elles sont soutenues par le travail courageux et inlassable des organisations de la société civile (OSC) qui exposent et documentent la kleptocratie dans le monde entier. Les procès pour biens mal acquis en France sont un excellent exemple qu'une collaboration entre la société civile et les médias indépendants, au-delà des frontières nationales, peut rendre justice aux victimes de la kleptocratie. Cette approche en réseau est essentielle pour parvenir à préserver l'avenir de la démocratie, des droits humains, de la transparence, et de la gouvernance.

## RÉFÉRENCES

- 1 Note d'information: « The UNESCO-Obiang Prize, Corruption, and Abuse in Equatorial Guinea, » (*Le Prix UNESCO-Obiang, Corruption et abus en Guinée équatoriale*), Open Society Justice Initiative, 27 septembre 2010, [www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/obiang-prize-issue-brief-20100927.pdf](http://www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/obiang-prize-issue-brief-20100927.pdf).
- 2 Emmanuel Freudenthal, Frank William Batchou, et Gaelle Tjat, « Paul Biya, Cameroon's Roaming President, » (*Paul Biya, le président itinérant du Cameroun*), Organized Crime and Corruption Reporting Project, 18 février 2018, [www.occrp.org/en/28-ccwatch/cc-watch-indepth/7653-paul-biya-cameroon-s-roaming-president](http://www.occrp.org/en/28-ccwatch/cc-watch-indepth/7653-paul-biya-cameroon-s-roaming-president).
- 3 Daniel Bekele, « Equatorial Guinea: Why Poverty Plagues a High-Income Nation, » (*Guinée équatoriale: Pourquoi la pauvreté frappe une nation à revenu élevé*), All Africa, 26 janvier 2017, [www.allafrica.com/stories/201701260593.html](http://www.allafrica.com/stories/201701260593.html).
- 4 Voir « World Economic Outlook Database, » Fonds monétaire international, [www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx](http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx).
- 5 Département de la Justice des États-Unis, Unidos, "United States of America v. One Michael Jackson Signed Thriller Jacket and Other Michael Jackson Memorabilia; Real Property Located on Sweetwater Mesa Road in Malibu, California; One 2011 Ferrari 599 GTO," 10 octobre de 2014, [www.justice.gov/sites/default/files/press-releases/attachments/2014/10/10/obiang\\_settlement\\_agreement.pdf](http://www.justice.gov/sites/default/files/press-releases/attachments/2014/10/10/obiang_settlement_agreement.pdf).
- 6 Stolen Asset Recovery Initiative, "Teodoro Nguema Obiang Mangue (11 luxury cars seized in Geneva)," Asset Recovery Watch, [www.star.worldbank.org/corruption-cases/node/20497](http://www.star.worldbank.org/corruption-cases/node/20497).
- 7 Stolen Asset Recovery Initiative, "Teodoro Nguema Obiang Mangue ("Ebony Shine" yacht)," Asset Recovery Watch, [www.star.worldbank.org/corruption-cases/node/20496](http://www.star.worldbank.org/corruption-cases/node/20496).
- 8 Son of Equatorial Guinea's president is convicted of corruption in France," the Guardian, 27 octobre de 2017, [www.theguardian.com/world/2017/oct/27/son-of-equatorial-guineas-president-convicted-of-corruption-in-france](http://www.theguardian.com/world/2017/oct/27/son-of-equatorial-guineas-president-convicted-of-corruption-in-france).
- 9 "Brazil Police Seize \$16m from Equatorial Guinea's VP Delegation," the Guardian, 16 septembre de 2018, [www.theguardian.com/world/2018/sep/16/brazil-police-seize-16m-from-equatorial-guineas-vp-delegation](http://www.theguardian.com/world/2018/sep/16/brazil-police-seize-16m-from-equatorial-guineas-vp-delegation).
- 10 Dess Sellmeyer, « 11 Supercars of Teodoro Obiang Nguema Mbasogo Seized by French Police, » (*11 superautos de Teodoro Obiang Nguema Mbasogo saisies par la police française*), GTSpirit.com, 29 septembre 2011, [www.justice.gov/sites/default/files/press-releases/attachments/2014/10/10/obiang\\_settlement\\_agreement.pdf](http://www.justice.gov/sites/default/files/press-releases/attachments/2014/10/10/obiang_settlement_agreement.pdf).

- 11 « Money Laundering and Foreign Corruption: Enforcement and Effectiveness, » (*Blanchiment d'argent et corruption étrangère : Application et efficacité*), Commission sénatoriale américaine des affaires gouvernementales, Sous-comité permanent des enquêtes, 15 juillet 2004, <https://www.hsgac.senate.gov/imo/media/doc/REPO>. En 2004, le sous-comité permanent des enquêtes de la commission sénatoriale des affaires gouvernementales des États-Unis, sous la direction du sénateur Carl Levin, a mené une enquête complète sur les soupçons de malversation à la Riggs Bank et a publié un rapport qui a révélé un certain nombre de violations des lois américaines sur les banques et le blanchiment d'argent. Le sous-comité a découvert que la banque avait aidé la famille présidentielle équatorienne à ouvrir de multiples comptes—au mépris de son obligation légale de signaler les activités suspectes—et à créer des sociétés fictives étrangères dans le but de transférer illégalement des fonds. De la même manière, des banquiers ont facilité le transfert de vastes sommes d'argent—notamment de revenus pétroliers—des comptes de l'État équatorien vers des comptes privés contrôlés par le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, l'un de ses fils et son neveu.
- 12 *Biens mal acquis: à qui profite le crime?* (Paris : CCFD-Terre Solidaire, juin 2009), [https://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/BMA\\_totalBD.pdf](https://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/BMA_totalBD.pdf). Le rapport contient également des informations sur les biens détenus par les familles présidentielles de l'Angola, du Nigeria, du Mali, de la Zambie, de la République démocratique du Congo, du Liberia, du Kenya, du Zimbabwe, de la Côte d'Ivoire, et du Cameroun.
- 13 Maud Perdriel-Vaissière, « France's Biens Mal Acquis Affair: Lessons from a Decade of Legal Struggle, » (*L'affaire des biens mal acquis en France: Leçons d'une décennie de lutte juridique*), Open Society Foundations, mai 2017, [www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/legal-remedies-11-perdriel-20170612.pdf](http://www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/legal-remedies-11-perdriel-20170612.pdf).
- 14 Perdriel-Vaissière, « France's Biens Mal Acquis Affair: Lessons from a Decade of Legal Struggle. »
- 15 « After Mysterious Fire, Online Columnist Dead in Congo, » (*Décès d'un chroniqueur en ligne au Congo après un incendie mystérieux*), Committee to Protect Journalists, 6 février 2009, [www.cpj.org/2009/02/after-mysterious-fire-online-journalist-dead-in-re.php](http://www.cpj.org/2009/02/after-mysterious-fire-online-journalist-dead-in-re.php).
- 16 Perdriel-Vaissière, « France's Biens Mal Acquis Affair: Lessons from a Decade of Legal Struggle. »
- 17 Curt Hopkins, « West African Country Bans Facebook to Silence Protest, » (*Un pays d'Afrique de l'Ouest interdit Facebook pour faire taire les protestations*), Daily Dot, 15 mai 2013, [www.dailydot.com/layer8/obiang-equatorial-guinea-facebook-ban-protest/](http://www.dailydot.com/layer8/obiang-equatorial-guinea-facebook-ban-protest/).
- 18 William Sands, « Equatorial Guinea: Stop the Press, » (*Guinée équatoriale : Arrêter la presse*), Centre Pulitzer, 18 mars 2012, [www.pulitzercenter.org/reporting/equatorial-guinea-stop-press](http://www.pulitzercenter.org/reporting/equatorial-guinea-stop-press).
- 19 « Equatorial Guinea, » dans *Freedom of the Press 2015* (New York : Freedom House, 2015), [https://freedomhouse.org/sites/default/files/2020-02/FOTP\\_2015\\_Full\\_Report\\_PDF.pdf](https://freedomhouse.org/sites/default/files/2020-02/FOTP_2015_Full_Report_PDF.pdf).
- 20 Brett Carter, « Activists vs. Autocrats in Africa, » (*Activistes contre autocrates en Afrique*), *Journal of Democracy* 29, n° 1 (2018) : 54–68, [www.journalofdemocracy.org/article/rise-kleptocracy-autocrats-versus-activists-africa](http://www.journalofdemocracy.org/article/rise-kleptocracy-autocrats-versus-activists-africa).
- 21 Joshua Kurlantzick, « Putting Lipstick on a Dictator, » *Mother Jones*, 7 mai 2007, [www.motherjones.com/politics/2007/05/putting-lipstick-dictator/](http://www.motherjones.com/politics/2007/05/putting-lipstick-dictator/).
- 22 « Department of Justice Seeks to Recover More Than \$70.8 Million in Proceeds of Corruption from Government Minister of Equatorial Guinea, » (*Le ministère de la Justice cherche à récupérer plus de 70,8 millions de dollars de produits de la corruption auprès du ministre du gouvernement de la Guinée équatoriale*), ministère de la Justice des États-Unis, 25 octobre 2011, [www.justice.gov/opa/pr/department-justice-seeks-recover-more-708-million-proceeds-corruption-government-minister](http://www.justice.gov/opa/pr/department-justice-seeks-recover-more-708-million-proceeds-corruption-government-minister).
- 23 Lee Ferran et Jason Ryan, « Smooth Criminal? DOJ Wants Michael Jackson's Glove from Dictator's Son, » (*Smooth Criminal ? Le ministère de la Justice veut récupérer le gant de Michael Jackson du fils du dictateur*), ABC News, 25 octobre 2011, [www.abcnews.go.com/Blotter/doj-seeks-jackson-glove-dictators-son/story?id=14812081](http://www.abcnews.go.com/Blotter/doj-seeks-jackson-glove-dictators-son/story?id=14812081).
- 24 « Second Vice President of Equatorial Guinea Agrees to Relinquish More Than \$30 Million of Assets Purchased with Corruption Proceeds, » (*Le second vice-président de la Guinée équatoriale accepte de renoncer à plus de 30 millions de dollars d'actifs achetés avec les produits de la corruption*), ministère de la justice des États-Unis, 10 octobre 2014, [www.justice.gov/opa/pr/second-vice-president-equatorial-guinea-agrees-relinquish-more-30-million-assets-purchased](http://www.justice.gov/opa/pr/second-vice-president-equatorial-guinea-agrees-relinquish-more-30-million-assets-purchased).
- 25 « Abusing UNESCO: President Teodoro Obiang of Equatorial Guinea, » (*Abuser de l'UNESCO : Président Teodoro Obiang de Guinée équatoriale*), Open Society Foundations, février 2012, [www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/obiang-unesco-20120222.pdf](http://www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/obiang-unesco-20120222.pdf).
- 26 « DOJ vs. Teodorin 101, » (*Ministère de la Justice contre Teodorin 101*), EG Justice, 23 octobre 2013, [www.youtube.com/watch?v=IxDj1mAwFFE](http://www.youtube.com/watch?v=IxDj1mAwFFE).
- 27 « Bien mal acquis ne profite jamais, » WeJustice, [www.wejustice.com/causes/bien-mal-acquis-ne-profite-jamais](http://www.wejustice.com/causes/bien-mal-acquis-ne-profite-jamais).
- 28 Owen Bowcott, « Equatorial Guinea Goes to UN over French Case against President's Son, » (*La Guinée équatoriale s'adresse à l'ONU au sujet de l'affaire française contre le fils du président*), *the Guardian*, 19 février 2018, [www.theguardian.com/world/2018/feb/19/equatorial-guinea-to-challenge-vice-president-corruption-conviction-at-un-teodorin-obiang](http://www.theguardian.com/world/2018/feb/19/equatorial-guinea-to-challenge-vice-president-corruption-conviction-at-un-teodorin-obiang).
- 29 « Guide for Asset Recovery in France, » (*Guide de recouvrement des avoirs en France*), Groupe de la Banque mondiale, [www.star.worldbank.org/sites/star/files/Guide-for-Asset-Recovery-in-France.pdf](http://www.star.worldbank.org/sites/star/files/Guide-for-Asset-Recovery-in-France.pdf).
- 30 « TI France Releases Plan for Returning Ill-Gotten Gains of Grand Corruption to Country of Origin, » (*TI France publie un plan de restitution des gains acquis de la grande corruption au pays d'origine*), Transparency International, 26 octobre 2017, [www.transparency.org/news/pressrelease/ti\\_france\\_releases\\_plan\\_for\\_returning\\_ill\\_gotten\\_gains\\_of\\_grand\\_corruption](http://www.transparency.org/news/pressrelease/ti_france_releases_plan_for_returning_ill_gotten_gains_of_grand_corruption).

## CRÉDITS PHOTOS

Photo de couverture: Tatiana Popova/Shutterstock ; Avenue Foch — "View from the Arc [Explore 08/27/15]" par Joe Parks avec l'autorisation de CC BY 2.0 ; Voitures d'Obiang — "Fourriere de Luxe" par nARCOTO© Tous droits réservés; Teodoro Nguema (@teddynguema) via Instagram; Palais de Justice — TTstudio/Shutterstock.com

## A PROPOS DE L'AUTEUR

**Tutu Alicante** est le fondateur et le directeur exécutif d'EG Justice, une ONG équatorienne de lutte contre la corruption et de défense des droits humains. Alicante donne des interviews et rédige des commentaires dans des publications internationales et, dans le cadre de son travail à EG Justice, il surveille et combat la corruption et les violations des droits humains au nom des personnes et des organisations concernées qui exigent la transparence et une réforme significative en Guinée équatoriale. Lors des procès des biens mal acquis, Alicante a été appelé en tant que témoin expert juridique pour le plaignant. En outre, il a collaboré avec Transparency International-France pour sensibiliser et mobiliser des ressources en faveur de l'affaire et a facilité le témoignage d'autres témoins équatoriens. Avant de fonder EG Justice, Alicante a travaillé comme consultant juridique auprès d'ONG internationales, promouvant la responsabilité juridique et la transparence dans les industries extractives. Il a également travaillé en tant qu'avocat spécialisé dans l'emploi auprès de Southern Migrant Legal Services, où il représentait des travailleurs agricoles migrants dans le sud des États-Unis. Alicante est titulaire d'un Master en droit de la Columbia Law School et d'un diplôme de droit de l'université du Tennessee.

## À PROPOS DU NATIONAL ENDOWMENT FOR DEMOCRACY

Le National Endowment for Democracy (NED) est une fondation privée à but non lucratif qui se consacre au développement et au renforcement des institutions démocratiques dans le monde. Chaque année, le NED octroie plus de 1,700 subventions pour soutenir les projets de groupes non gouvernementaux à l'étranger qui œuvrent pour des objectifs démocratiques dans plus de 90 pays. Depuis sa création en 1983, la fondation est restée à la pointe des luttes pour la démocratie partout dans le monde, tout en devenant une institution aux multiples facettes étant à la fois un centre d'activités, de ressources et d'échanges intellectuels pour les activistes, les praticiens, et les spécialistes de la démocratie dans le monde entier.

## A PROPOS DU FORUM

L'International Forum for Democratic Studies (IFDS) du National Endowment for Democracy (NED) est un centre de premier plan pour les analyses et les discussions sur la théorie et la pratique de la démocratie dans le monde. Le Forum complète la mission principale du NED—aider les groupes de la société civile à l'étranger dans leurs efforts pour promouvoir et renforcer la démocratie—en mettant en relation la communauté universitaire et les activistes du monde entier. Grâce à ses activités aux multiples facettes, le Forum répond aux défis auxquels sont confrontés les pays du monde entier en analysant les possibilités de transition, de réforme, et de consolidation démocratiques. Le Forum poursuit ses objectifs à travers plusieurs initiatives interdépendantes: la publication du *Journal of Democracy*, la principale publication mondiale sur la théorie et la pratique de la démocratie; l'organisation de programmes de bourses pour les activistes, les journalistes, et les chercheurs internationaux dans le domaine de la démocratie; la coordination d'un réseau mondial de groupes de réflexion; et la mise en œuvre d'un large éventail d'initiatives analytiques visant à explorer les thèmes essentiels liés au développement démocratique.

## REMERCIEMENTS

L'auteur tient à remercier Maud Perdriel-Vaissiere, Shirley Pouget, Andrea Ngombet, Lucas Olo Fernandes, Laurene Bounaud, et William Bourdon pour le partage de leurs expériences et de leurs connaissances qui ont été déterminantes pour la réalisation de ce document. Ken Hurwitz et Brett Carter ont eu l'amabilité de faire office d'évaluateurs et de formuler des commentaires; leurs points de vue, perspectives, et suggestions ont permis d'affiner l'analyse finale. L'auteur remercie les analystes qui ont participé à une discussion sur le document de travail avant sa publication au National Endowment for Democracy en avril 2019, ainsi que Tyler Roylance pour avoir offert son soutien éditorial exceptionnel. Enfin, l'auteur tient à remercier les nombreux activistes et avocats équatoriens de la lutte contre la corruption qui resteront anonymes, ainsi que les lanceurs d'alerte du monde entier qui fournissent des informations essentielles pour les contentieux stratégiques, souvent au péril de leur vie.

De nombreux membres du personnel de la fondation ont apporté leur expertise à la publication de ce document, notamment Dave Peterson, Andrea Blazanovic, Rachele Faust, Shanthi Kalathil, et Christopher Walker. Nous tenons à remercier tout particulièrement Melissa Aten, responsable principale de la recherche et des conférences du Forum, qui a joué un rôle central en tant que rédactrice en chef et coordinatrice de la production générale de ce document de travail.

*Les points de vue exprimés dans ce document représentent les opinions et l'analyse de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux de la National Endowment for Democracy ou de son personnel.*



1201 PENNSYLVANIA AVE, NW, SUITE 1100 ■ WASHINGTON, DC 20004 ■ (202) 378-9700 ■ [ned.org](http://ned.org)

